

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA VIENNE

Liberté Égalité Fraternité

Arrêté n°2022 DDT_SEB_915 en date du 27 octobre 2022

Réglementant temporairement les prélèvements d'eau en rivière et en nappe dans l'ensemble du bassin de la Creuse dans le département de la Vienne.

Le préfet de la Vienne,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-3, R.211-66 et suivants;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté cadre départemental n°2022_DDT_SEB_159 du 30 mars 2022 définissant les zones d'alerte et les mesures de restriction ou de suspension provisoires des usages de l'eau du 1^{er} avril au 31 octobre pour les bassins versants hydrologiques de la Veude et du Négron, de la Creuse, de la Gartempe et de l'Anglin situés dans le département de la Vienne ;

Vu l'arrêté n° 2022_DDT_SEB_338 en date du 12 mai 2022 réglementant temporairement les prélèvements d'eau en rivière et en nappe dans l'ensemble du bassin de la Creuse dans le département de la Vienne ;

Vu l'arrêté n° 2022_DDT_SEB_875 en date du 05 octobre 2022 réglementant temporairement les prélèvements d'eau en rivière et en nappe dans l'ensemble du bassin de la Creuse dans le département de la Vienne ;

Considérant que l'article 3 de l'arrêté cadre départemental n°2022_DDT_SEB_159 sus-visé prévoit qu' "en dehors des périodes d'alerte définies ci-dessus, le préfet peut prendre des mesures de restriction des prélèvements d'eau en période hivernale (du 1er novembre au 31 mars), en cas de déficit significatif, notamment en ce qui concerne le remplissage des retenues d'eau et des plans d'eau à usage d'irrigation, et les manœuvres de vannes."

Considérant que le déficit quantitatif actuel nécessite la prescription de mesures de limitation audelà du 31 octobre 2022.

Considérant que les débits mesurés à l'indicateur de la station hydrométrique de Leugny sur la rivière « La Creuse » sont au niveau vigilance d'été, et justifient le maintien de mesures de vigilance pour les prélèvements d'eau effectués dans le bassin de la Creuse en application de l'arrêté cadre départemental 2022_DDT_SEB_ N°159 sus-visé

Considérant que les observations du réseau ONDE (Observatoire National des Etiages) le 23 septembre 2022 ont mis en évidence des difficultés voire des assecs sur les affluents du bassin de la Creuse:

Considérant l'évolution défavorable et les tendances à court terme du niveau des nappes et des rivières sur l'ensemble des bassins sur le département de la Vienne ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures conservatoires pour la préservation des milieux aquatiques, conformément à l'article 8 de l'arrêté cadre départemental n°2022_DDT_n°159 en date du 30 mars 2022 définissant les zones d'alerte et les mesures de restriction ou de suspension provisoires des usages de l'eau ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures conservatoires pour la préservation d'espèces patrimoniales sur le cours d'eau de la Plate, conformément à l'article 8 de l'arrêté cadre départemental n°2022_DDT_n°159 en date du 30 mars 2022 définissant les zones d'alerte et les mesures de restriction ou de suspension provisoires des usages de l'eau ;

Considérant l'avis de la cellule de vigilance du mercredi 26 octobre 2022 ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,

ARRÊTE:

ARTICLE 1 - Objet - application des plans d'alerte

Le présent arrêté réglemente temporairement les prélèvements d'eau en rivière et en nappe dans l'ensemble du bassin de la Creuse dans le département de la Vienne, selon les niveaux de gestion suivants :

| Seuils de restrictions liés aux indicateurs de prélèvements | | | | | |
|---|--------|------------------|-------|--|--|
| Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | | |

Les communes concernées par les différents indicateurs de gestion sont listées en annexe 1.

ARTICLE 2 - Mesures de restriction ou de suspension pour les usages d'irrigation agricole.

| | bassins | Indicateurs de rattachement | Niveaux de gestion | Mesures à respecter |
|--|---------|-----------------------------|--------------------|---|
| Prélèvements dans le cours d'eau de la Creuse | Creuse | Leugny | Vigilance | A compter du mardi 1er novembre 2022 |

ARTICLE 3 - Mesures de restriction ou de suspension pour les usages publics ou privés prélevant directement sur le milieu naturel (hors eau potable).

Les niveaux de gestion pour les autres usages (hors usage irrigation agricole) publics ou privés prélevant directement en cours d'eau ou en nappe souterraine (puits/forage) sont les suivants :

| Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|---|--------|------------------|---|
| Rivière Creuse à compter du 01/11/22 | | | Affluents de la Creuse à compter du 01/11/22 |

MESURE EXCEPTIONNELLE - Cas particulier du cours d'eau de la Plate (affluent de la Luire sur la commune de Coussay-Les-Bois) : tous les prélèvements dans le cours d'eau sont interdits, y compris pour l'arrosage des potagers, afin d'éviter un assèchement du cours d'eau et la perte d'espèces patrimoniales (écrevisses à pieds blancs).

Remplissage des plans d'eau :

Le remplissage des plans d'eau à partir des cours d'eau, par prélèvement par pompage, forage, prise d'eau par dérivation ou alimentation gravitaire est interdit au regard des observations du réseau de suivi ONDE.

Une dérogation pourra être accordée au cas par cas (en particulier pour des plans d'eau à usage de baignade déclarée et pour des mesures liées à la salubrité) sur demande formulée auprès du service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

Manœuvres de vannes :

Les manœuvres des vannes et empellements des ouvrages de retenues, pouvant modifier le régime hydraulique des cours d'eau, sont interdits au regard des observations du réseau de suivi ONDE.

Cette disposition s'applique dans le respect du débit réservé à maintenir en tous temps à l'aval immédiat de tout ouvrage.

Le fonctionnement des centrales hydroélectriques par éclusées est interdit, le niveau d'eau amont devant rester constamment au niveau légal.

En cas de pluviométrie importante entraînant des risques d'inondations pour les biens et les personnes, les manœuvres de vannes sont autorisées sans demande préalable.

Des dérogations pourront être accordées au cas par cas sur demande formulée auprès du service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

ARTICLE 4 - Mesures de restriction ou de suspension pour les usages publics ou privés prélevant sur les réseaux d'eau potable.

Les niveaux de gestion pour tous les usages publics ou privés prélevant directement sur le réseau d'eau potable sont les suivants :

| Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|-----------|--------|------------------|--|
| | | | Mesures de crise à compter du mardi 1er novembre 2022 sur tout le département de la Vienne |

Ces niveaux de gestion entraînent la mise en œuvre des mesures prévues à l'annexe 3 du présent arrêté.

Les mesures de restriction ou de suspension pour les usages publics ou privés prélevant sur les réseaux d'eau potable sont réglementées par l'arrêté départemental n°2022_DDT_SEB_914.

ARTICLE 5 - Application et Validité

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication.

Ces dispositions sont applicables à partir de 8h00, aux dates citées dans les articles 2, 3 et 4.

Ces mesures de restriction demeurent en vigueur tant que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle.

En tout état de cause, elles prendront fin le 30 novembre 2022 minuit.

ARTICLE 6 - Sanctions

Tout contrevenant est passible des peines prévues par l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contraventions de la 5^{ème} classe).

Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe quiconque à contrevenu aux dispositions du présent arrêté. Les sanctions prévues aux articles L.126-1, L.216-6 à L.216-13 du code de l'environnement s'appliquent.

ARTICLE 7 - Droit des tiers

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédentes ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 - Voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant la date de sa dernière mesure de publicité, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet <u>www.telerecours.fr</u>.

ARTICLE 9 - Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs sur le site des services de l'État des départements concernés, et sera adressé aux maires des communes pour information.

Un communiqué de presse sera adressé par les services de M. Le Préfet à deux journaux du département.

L'ensemble des mesures de restriction sont consultables sur le site des services de l'État de la Vienne et sur le site Propluvia :

- > www.propluvia.developpement-durable.gouv.fr/.
- ➤ https://www.vienne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Eau-et-milieux-aquatiques/Gestion-quantitative-de-la-ressource-en-eau/Des-mesures-de-limitation-ou-suspension-temporaire

Copie de cet arrêté sera adressée au préfet coordonnateur de bassin.

ARTICLE 10 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne,

Le sous-préfet de Châtellerault,

Le sous-préfet de Montmorillon,

Le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,

Le Directeur Départemental de la Police Nationale de la Vienne,

Le Général Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vienne,

Le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,

Les maires des communes concernées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation, le Directeur Départemental des Territoires

Éric SIGALAS

Le Directeur Départemental

5/6

Liste des communes concernées par les mesures de restriction liées aux indicateurs de prélèvements en rivière ou en nappe du bassin de la Creuse :

| Prélèvements | s en rivière ou nappes |
|--|---|
| BUXEUIL COUSSAY-LES-BOIS LA ROCHE-POSAY LEIGNE-LES-BOIS LES ORMES LESIGNY LEUGNY | MAIRE OYRE PLEUMARTIN PORT-DE-PILES SAINT-REMY-SUR-CREUSE SENILLE-SAINT-SAUVEUR |

Annexe 2 à l'arrêté : plans d'alerte et mesures de restriction usage public ou privé prélevant dans le milieu naturel

Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau (1) Mesures prises par zone d'alerte (sous-bassins de gestion) en référence à l'indicateur hydrométrique de la zone.

Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole

| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | Р | E | С | A |
|--|--|--|---|---|---|---|---|---|
| Arrosage des pelouses, massifs fleuris | | Interdit entre 11h et 18h | Interdic | tion | х | х | х | х |
| Arrosage des jardins potagers | | | Interdit entre 11h et 18h | | х | х | х | x |
| Arrosage des espaces verts | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux | (arbres et arbustes pla | sauf plantations Intés en pleine terre depuis ec restriction d'horaire) | Interdiction | | x | х | |
| Remplissage et vidange de piscines privées (de plus d'1m³) | collectivites aux règles de bon usage d'économie d'eau. | sauf remise à nivea si le chantier avait dé | de remplissage, u et premier remplissage ébuté avant les premières trictions | Interdiction | х | | | |
| Piscines ouvertes au public | | Autorisé | Vidange soumise à autorisation auprès de l'ARS | Renouvellement, remplissage et vidange soumis à autorisation auprès de l'ARS | | X | х | |
| Alimentation en eau potable des populations (usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile) | | Pas d | Pas de limitation sauf arrêté spécifique | | x | x | x | x |
| Lavage de véhicules par des professionnels | | et avec un s | du matériel haute pression système équipé e recyclage de l'eau | Interdiction sauf impératif sanitaire | х | x | X | x |
| Lavage de véhicules chez les particuliers | Sensibiliser le grand public et les | application de l'ai | nterdit à titre privé à domicil rticle L1331-10 du Code de | | х | | | |
| Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées | collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdit sauf si réalis | sé par une collectivité ou nettoyage professionnel | Interdit sauf impératif sanitaire ou sécuritaire et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel | x | x | x | × |
| Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement | | L'alimentation des t est interdite, dans | fontaines publiques et privée la mesure où cela est techn | es en <u>circuit ouvert</u> iquement possible | x | х | х | |

Annexe 2 à l'arrêté : plans d'alerte et mesures de restriction usage public ou privé prélevant dans le milieu naturel

Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau (1) Mesures prises par zone d'alerte (sous-bassins de gestion) en référence à l'indicateur hydrométrique de la zone.

Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole

| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | Р | Ε | С | A |
|--|--|--|---|--|---|---|---|---|
| Arrosage des terrains de sport | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdit entre 11h et 18h | | Interdiction (sauf arrosage de manière réduite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou international, sauf en cas de pénurie en eau potable) | | × | х | |
| Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024) | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h à 20 h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 % (un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation) | Réduction des volumes d'au moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7 Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs » | Interdiction d'arroser les golfs. (Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20h et 8h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels) | X | X | х | |
| Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau | Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (IC doivent limiter leurs prélèvements au volume et débit strictement nécessaire à leurs activités, conformément à leurs arrêtés d'autorisa et leurs arrêtés complémentaires. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératric d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyag grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique | | et débit strictement s arrêtés d'autorisation es. d'eau et génératrices ration de nettoyage | | x | x | |
| Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national | Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage d'économie d'eau | grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique Les Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, nydraulique et thermique à flamme doivent limiter leurs prélèvements au volume et débit strictement nécessaire à leurs activités, conformément à eurs arrêtés d'autorisation et leurs arrêtés complémentaires. | | | | × | | |

Annexe 2 à l'arrêté : plans d'alerte et mesures de restriction usage public ou privé prélevant dans le milieu naturel

Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau (1) Mesures prises par zone d'alerte (sous-bassins de gestion) en référence à l'indicateur hydrométrique de la zone.

Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole

| Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | Р | Е | С | A |
|--|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Irrigation agricole (excepté les prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées) | | voir Article 2 de l'arrêté en vigueur | | | | | | x |
| Irrigation agricole par goutte- à-goutte pour les cultures suivantes : maraîchères et légumes de plein champ, melon, noyers, Plantes à massifs et pépinières, plantes aromatiques et médicinales, tabac, truffiers et vignes (excepté les prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées) | Prévenir les agriculteurs | A | Autorisé | Interdiction | | | | × |
| Abreuvement des animaux | | Pas de restriction sauf arrêté spécifique | | | | | | × |
| Remplissage / vidange des plans d'eau | | Interdiction, sauf dérogation délivrée par le service de police de l'eau concerné | | | X | х | х | × |
| Manoeuvres de vannes | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie | Interdiction, sauf dispositions spécifiques fixées par l'arrêté préfectoral de l'installation, notamment les installations hydroélectriques Réduction des prélèvements directs dans les canaux à adapter localement selon les niveaux de gravité en tenant compte des enjeux sécuritaires liés à la baisse des niveaux (fragilisation des berges, des digues,) | | | x | х | х | × |
| Prélèvement en canaux | d'eau | | | | x | x | x | x |
| <u></u> | U | sages indirects impa | ctant la ressource | | | | | |
| Navigation fluviale | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau | le passag Mise en place de spe | pement des bateaux pour ge des écluses, restrictions adaptées et écifiques et enjeux locaux (5) | Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et enjeux locaux (5) Arrêt de la navigation si nécessaire | | | | x |
| Travaux en cours d'eau | | Les travaux en cours d'eau seront réglementés par arrêtés portant prescriptions spécifiques pour chaque projet dans le cadre de son instruction loi sur l'eau. | | | x | x | х | × |

⁽¹⁾ Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.

Annexe 3 à l'arrêté :

plans d'alerte et mesures de restriction tout usage prélèvements dans le réseau d'alimentation en eau potable (AEP)

Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau (1)

Mesures prises en cellule de vigilance sur la base des informations émises par les producteurs d'eau potable

Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole

| Usages | Niveau 1 Vigilance | Niveau 2 Alerte | Niveau 3 Alerte renforcée | Niveau 4 Crise | Р | Е | С | A |
|--|--|---|--|--|---|---|---|---|
| Arrosage des pelouses, massifs fleuris | | Interdit entre 11h et 18h | Interdic | tion | х | х | Х | x |
| Arrosage des jardins potagers | | | Interdit entre 11h et 18h | | Х | х | Х | х |
| Arrosage des espaces verts | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux | (arbres et arbustes pla | sauf plantations Intés en pleine terre depuis ec restriction d'horaire) | Interdiction | | X | х | |
| Remplissage et vidange de piscines privées (de plus d'1m³) | règles de bon | et premier remplissage | sage, sauf remise à niveau e si le chantier avait débuté mières restrictions | Interdiction | х | | | |
| Piscines ouvertes au public | | Autorisé | Vidange soumise à autorisation auprès de l'ARS | Renouvellement, remplissage et vidange soumis à autorisation auprès de l'ARS | | x | х | |
| Alimentation en eau potable des populations (usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile) | | Pas d | Pas de limitation sauf arrêté spécifique | | х | x | х | x |
| Lavage de véhicules par des professionnels | | et avec un système | du matériel haute pression e équipé d'un système lage de l'eau | Interdiction sauf impératif sanitaire | х | х | х | x |
| Lavage de véhicules chez les particuliers | Sensibiliser le grand public et les | | nterdit à titre privé à domicil ticle L1331-10 du Code de | | х | | | |
| Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées | collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdit sauf si réalis | é par une collectivité ou nettoyage professionnel | Interdit sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel | х | x | X | x |
| Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement | | L'alimentation des f est interdite, dans | ontaines publiques et privé la mesure où cela est techn | es en <u>circuit ouvert</u> iquement possible | х | х | Х | |

Annexe 3 à l'arrêté :

plans d'alerte et mesures de restriction tout usage prélèvements dans le réseau d'alimentation en eau potable (AEP)

Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau (1)

Mesures prises en cellule de vigilance sur la base des informations émises par les producteurs d'eau potable

Légende des usagers ; P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole

| Usages | Niveau 1 Vigilance | Niveau 2 Alerte | Niveau 3 Alerte renforcée | Niveau 4 Crise | Р | E | С | A |
|--|--|--|--|--|---|---|---|---|
| Arrosage des terrains de sport | Sanaihilisar la | Interdit en | tre 11h et 18h | Interdiction (sauf arrosage de manière réduite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou international, sauf en cas de pénurie en eau potable) | | × | × | |
| Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024) | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdiction d'arroser | Réduction des volumes d'au moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7 Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs » | Interdiction d'arroser les golfs. (Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20h et 8h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels) | х | x | x | |
| Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau | doivent limiter leur nécessaire à leurs acti et l Les opérations excep d'eaux polluées sor | ées pour la Protection de l' s prélèvements au volume de vités, conformément à leurs eurs arrêtés complémentair tionnelles consommatrices at reportées (exemple d'opé mpératif sanitaire ou lié à la | et débit strictement s arrêtés d'autorisation res. d'eau et génératrices tration de nettoyage | | × | x | |
| Irrigation agricole par goutte- à-goutte pour les cultures suivantes : maraîchères et légumes de plein champ, melon, noyers, Plantes à massifs et pépinières, plantes aromatiques et médicinales, tabac, truffiers et vignes (excepté les prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées) | Prévenir les agriculteurs | Ai | utorisé | Interdit entre 11h et 18h | | | | x |
| Abreuvement des animaux | | Pas de | e restriction sauf arrêté spéc | cifique | | | | × |

⁽¹⁾ Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.